

Accord de libre-échange Canada—États-Unis

affirme que les perspectives économiques de Sarnia dans ce secteur d'activité sont exceptionnelles.

• (1420)

Nous n'avons pas à nous soucier de protéger les emplois. Il y aura des emplois et pour leurs fils et pour leurs filles. Il est l'un de ceux qui ont parlé avec le plus d'éloquence des possibilités que la libéralisation des échanges avec les États-Unis amènerait à Sarnia. Poly-sar, la Commission du développement économique et la Chambre de commerce de Sarnia—Lambton se sont montrées toutes très optimistes. Bien sûr, j'en suis.

La petite entreprise est très optimiste. Elle veut promouvoir le tourisme, mais malheureusement, bien peu de gens en parlent. L'Accord de libre-échange est certes important pour le tourisme. Les agents de voyage et les gestionnaires d'hôtel ne seront plus soumis à des restrictions et les droits de douane qu'ils devront payer lorsqu'ils voudront acheter le matériel dont ils ont tellement besoin pour l'industrie hôtelière et touristique seront moins élevés.

Je termine en disant à tous les députés que les électeurs de Sarnia—Lambton se sont prononcés, tout comme la population canadienne qui a voté en faveur de l'Accord après avoir participé à un débat exhaustif sur les nombreux aspects du libre-échange. Il incombe à notre gouvernement de mettre en oeuvre cet accord très important.

Mme Catterall: Monsieur le Président, je soulève la question de privilège. Je crois que le député qui vient de parler a causé quelques problèmes à toutes les femmes députées présentes ici. Il a dit qu'il était allé parler aux agriculteurs dans les champs et à leurs femmes dans leurs cuisines. Comme tout bon agriculteur vous le dira, sur une ferme, les femmes travaillent autant au champ que dans la cuisine, elles se servent des mêmes machines et font le même travail.

Au nom d'une association qui porte le nom de *Women for the Preservation of Agriculture*, je veux signaler à cette Chambre que tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin à l'agriculture savent que cette organisation travaille avec acharnement pour qu'on reconnaisse l'agriculture comme une grande industrie au Canada et le mode de vie de bien des Canadiens.

Les commentaires formulés par le député vont directement à l'encontre des privilèges dont je jouis à titre de députée à cette Chambre. Pendant la campagne électorale, j'ai subi l'indignation de me retrouver devant un monsieur qui s'est présenté à mon bureau pour me dire que les femmes n'ont leur place que dans la cuisine et la chambre à coucher. Tant que ces stéréotypes sur les femmes circuleront, aucune députée à cette Chambre, et en fait aucune travailleuse au Canada ne peut s'attendre

à recevoir pour ses compétences, son talent et son dévouement le même respect que reçoit un homme.

M. le vice-président: La question que soulève la députée est certes importante. Malheureusement pour la députée, je ne peux pas la considérer comme une question de privilège aux termes du Règlement de la Chambre.

M. Bob Wood (Nipissing): Monsieur le Président, je voudrais profiter de l'occasion pour remercier les gens de Nipissing de la confiance qu'ils m'ont montré en m'éli-sant pour les représenter au cours des quatre prochaines années. A l'instar de la plupart des Canadiens, ils ne sont pas opposés à une libéralisation des échanges. Ils sont tout à fait conscients des avantages que tire le Canada d'une libéralisation des échanges commerciaux avec les États-Unis. Ils comprennent qu'ils doivent vivre avec leur temps et ne peuvent s'isoler du reste du monde.

Je tiens à signaler qu'ils n'apprécient pas les affirmations selon lesquelles ils sont timorés et timides de nature, du fait qu'ils expriment des réserves au sujet de cet accord commercial. Ils sont indépendants et tout à fait habitués à se débrouiller seuls. Cependant, ils souhaitent que le gouvernement protège les choses qui sont importantes pour eux, à savoir leur emploi, leur famille, leur environnement et tous les aspects de leur vie qui sont propres aux Canadiens.

Les craintes des gens de Nipissing sont reliées aux énormes incertitudes entourant l'Accord de libre-échange avec les États-Unis. Ils ne considèrent pas qu'il s'agit simplement d'un accord commercial. Selon eux, il s'agit d'un document qui pourrait toucher la nature même de notre pays ou le coeur même de ce qui nous distingue en tant que Canadiens.

Ces craintes sont partagées par bien d'autres personnes. Je voudrais signaler au gouvernement que seuls deux des 11 députés élus dans cette enceinte le mois dernier pour représenter le nord de l'Ontario, étaient des ministériels. Les préoccupations des habitants de Nipissing et du nord de l'Ontario sont bien réelles et profondes. J'exhorte le gouvernement de reconnaître qu'elles sont tout à fait fondées et à en tenir compte lors des prochaines négociations avec les États-Unis.

Ce que les gens de ma région craignent le plus, c'est le fait que la définition du terme «subvention» fera l'objet de négociations dans les années à venir avec les États-Unis. Le ministre du Commerce extérieur (M. Crosbie) a déclaré plus tôt cette semaine à la Chambre qu'il ignorait encore si ces négociations allaient aboutir.

Une série de gouvernements libéraux ont reconnu que les subventions au développement économique et régional étaient des outils économiques tout à fait légitimes pour favoriser la croissance économique dans les régions défavorisées du pays. La circonscription de Nipissing et